

Argentine : derrière le voile monétaire

Michel Husson, *Mouvements* n°20, 2002

La crise argentine est la plupart du temps présentée comme une crise monétaire, ce qui est évidemment conforme à la réalité : le peso a été arrimé au dollar en 1991, et cet ancrage, maintenu contre toute vraisemblance, a craqué dix ans plus tard. Mais les raisons de ce choix funeste ne relèvent pas de la simple technique monétaire. En particulier, la crise du peso ne peut en aucune manière être ramenée à des erreurs de gestion qu'aucun expert, notamment ceux du FMI, n'auraient été capables de repérer avant l'issue provisoire de la dévaluation.

Le point de vue ici défendu est qu'il s'agit avant tout d'une crise sociale, dont la monnaie n'est qu'un symptôme. Pour en comprendre les coordonnées, il faut partir de la double caractéristique de l'Argentine : c'est une société fondée sur une exploitation très brutale, c'est une économie qui reste dépendante et le redevient même de plus en plus. C'est cette double détermination qui fait craquer le modèle mis en place depuis un quart de siècle qui rompt à la jointure de ces deux articulations : avec les travailleurs côté cour, avec le marché mondial côté jardin.

Points de repère

Pour mieux étayer cette thèse, il faudrait dérouler l'histoire de l'Argentine¹, en remontant à la grande crise des années trente, non par goût de la mise en perspective, mais parce que la comparaison est éclairante quant à l'évolution de l'économie mondiale. L'Argentine a en effet connu un processus d'industrialisation, grâce à la crise des pays du centre. Cette crise a conduit au ralentissement du commerce mondial : l'Argentine voyait ses débouchés se rétrécir, comme d'ailleurs ses possibilités d'approvisionnement. C'est dans ces circonstances qu'a été inventé le modèle dit de « substitution d'importations » qui procède au recentrage de l'économie sur le marché intérieur : l'industrialisation locale vient remplacer les importations et s'étend peu à peu l'ensemble des industries traditionnelles. L'Argentine a alors connu une croissance soutenue, de 3,6 % en moyenne entre 1935 et 1975². C'est moins que les « Trente glorieuses » en Europe, et la croissance de la population (2 % l'an) absorbe une bonne partie de cette croissance. Mais le pouvoir d'achat du salaire moyen a été multiplié par 2,5 sur cette période.

L'arrivée de la dictature marque une rupture impressionnante et ouvre une période de stagnation qui durera une quinzaine d'années. La politique économique menée est ultra-libérale : gel des salaires, ouverture commerciale brutale, réduction des dépenses sociales. Le blocage salarial n'empêche d'ailleurs pas le taux de profit de continuer à baisser, en raison de la dégradation des performances productives. Et la dette s'envole : à peu près nulle (8 milliards de dollars) au moment du coup d'Etat militaire, en 1976, elle passe à 44 milliards de dollars en sept ans. Comme dans le cas du Mexique, ce bond en avant est le résultat de trois facteurs : un recours sans contrôle à l'endettement, la corruption, et l'augmentation brutale et unilatérale des taux d'intérêt, mise en œuvre par les Etats-Unis au début des années 80.

Le PIB stagne entre 1975 et 1990, calculé par tête, il recule de 22 %, à tel point qu'il est

¹ Il faut souligner la précieuse contribution de Julio César Neffa, *Modos de regulación, regímenes de acumulación y sus crisis en Argentina (1880-1996)*, Eudeba, Universidad de Buenos Aires, 1998.

² Les données historiques proviennent de : Angus Maddison, « L'Économie mondiale : une perspective millénaire », OCDE 2001 ; Marie-Ange Véganzonès, avec Carlos Winograd, « L'Argentine au XXème siècle : chronique d'une croissance annoncée », mai 1997 ; Ricardo Gabriel Martínez, [Recopilación de series históricas del Producto y del Ingreso](#), 1998.

ramené en 1990 à son niveau du milieu des années soixante. Cette brisure dans le développement résulte de l'incapacité à faire émerger un modèle prolongeant la réussite de la substitution d'importations. Ce brusque tournant vers l'ultra-libéralisme exerce au contraire des effets profondément corrosifs sur la structure productive, sous forme d'une désindustrialisation marquée. La part de l'industrie manufacturière dans le PIB était passée de 20 à 28 % entre 1935 et 1975, elle retombe à 23 % en 1982, puis reprend sa baisse après la parenthèse protectionniste 1982-1990. Cet indicateur se situe aujourd'hui en dessous de son niveau de 1935, et ce recul indique un repli sur une spécialisation de type primaire : agriculture et énergie³. Tout se passe comme si la défense aveugle de leurs profits conduisait les classes dirigeantes, non seulement à piétiner la démocratie, mais aussi à saborder l'économie : elle était malade, qu'elle meure guérie !

A la chute de la dictature, le radical Alfonsín assume la présidence et cherche à refermer la parenthèse en rétablissant une certaine dose de protectionnisme. Mais son choix politique de fond est pusillanime ; plutôt que d'effacer les crimes de la dictature et de payer la dette sans discussion, il aurait sans doute été mieux inspiré en faisant l'inverse : effacer la dette et faire payer les crimes. Quoi qu'il en soit, la dette s'installe et continue à gonfler régulièrement. Le marasme économique, général en Amérique latine où l'on parle de la décennie perdue à propos des années 80, prend, dans plusieurs pays, la forme d'une monstrueuse hyper-inflation. En Argentine, la hausse annuelle des prix à la consommation atteint un taux record de 4900 % en 1989 ! Cette année-là, les prix augmentent donc de 1,1 % par jour, soit de 38 % par mois. Au bout d'un an à ce rythme, ils sont multipliés par 50. La monnaie est donc plus que dévaluée, et Alfonsín aussi, qui doit céder la place à Menem.

Succès trompeurs

S'ouvre alors la période de l'apparent triomphe néo-libéral : entre 1990 et 1998, le PIB progresse à un rythme record de 5,7 % par an, et le PIB par tête rattrape le chemin perdu. On semble être entré dans une nouvelle ère, et la croissance de l'économie réelle semble l'emporter sur les vicissitudes financières.

Pourtant, la tendance s'inverse brusquement à partir de 1998 : sur les trois dernières années, le PIB aura baissé de 7,6 % et le PIB par tête est ainsi ramené à un niveau équivalent à celui du début des années soixante-dix. Ce brusque retournement conduit à s'interroger sur le déclenchement de la crise. Nous voudrions montrer qu'elle provient du caractère socialement non-soutenable du modèle néo-libéral.

L'économie argentine est une économie capitaliste et sa dynamique est celle du taux de profit. Celui-ci se rétablit de manière spectaculaire entre 1990 et 1998, et cela pour deux raisons. La reprise de la croissance conduit à une meilleure utilisation du capital installé. Mais c'est surtout une formidable austérité salariale qui explique le rétablissement du taux de profit. Entre 1990 et 1998, le salaire réel n'a pas augmenté du tout, alors que dans le même temps, le PIB par personne employée progressait de 34 %. Ces chiffres impliquent une augmentation considérable du taux d'exploitation, instituant un transfert massif vers les revenus du capital, que l'Argentine n'avait jamais connu, sauf durant les années (1955-1963) qui ont suivi la chute du péronisme. Paradoxalement, l'augmentation du taux de chômage accompagne le retour de la croissance : il passe de 7 % en 1992 à 17,4 % en 2001. Le pouvoir d'achat du salaire moyen est au même niveau qu'il y a 20 ans ; les budgets sociaux ont reculé, et les prix ont augmenté avec une privatisation qui couvre presque tous les secteurs de l'activité. A cela s'ajoute encore le sentiment d'une généralisation de la corruption, pénétrant tous les rouages de l'Etat y compris la justice et la police.

³ Luis Miotti, Carlos Quenan, Carlos Winograd, « Spécialisation internationale et intégration régionale : l'Argentine et le Mercosur », *Economie internationale* n°74, 1998.

La seule contrepartie à cette stagnation sociale était justement la stabilité monétaire. La parité entre le peso et le dollar garantissait que ne se reproduirait pas le cauchemar de l'hyper-inflation de la fin des années quatre-vingt, dont le souvenir avait tellement marqué la mémoire collective. Cet acquis rendait acceptable – jusqu'à un certain point – tout ce qui était présenté comme les conditions de la stabilité monétaire. Et c'est du côté de la monnaie qu'est intervenue la rupture de ce contrat minimal. Du coup, le modèle perdait son seul facteur de légitimité, et c'est pourquoi le soulèvement a pris des formes contre ce qui apparaissait brusquement comme un véritable banditisme social.

La plaque tournante budgétaire

L'ensemble de ces contradictions se condense au niveau du budget, à qui se voit imparties des tâches absolument contradictoires. Les finances publiques supportent en premier lieu le poids de la dette externe, dette éternelle. Le paiement régulier du service de la dette est, avec la parité monétaire, la condition de l'« attractivité » de l'Argentine à l'égard des capitaux étrangers. Toute remise en cause de la dette publique, avantageuse pour l'économie nationale, impliquerait un arrêt immédiat de l'afflux de capitaux, hautement dommageable pour les intérêts privés. A cette charge bien connue, il faut en ajouter une autre, celle du passage brutal à un système de retraites par capitalisation : les droits acquis dans le cadre du système antérieur se transforment en dette publique supplémentaire. Le budget de l'Etat se trouve ainsi à l'intersection des contradictions externes-monétaires et internes-sociales, d'autant plus que l'orientation ultra-libérale se traduit par une défiscalisation croissante des revenus des classes possédantes. Même Vito Tanzi, alors directeur du département des affaires fiscales du FMI, pouvait déclarer dans le quotidien *Clarín* (11 août 1997) que « l'actuelle structure fiscale a permis à beaucoup de gens de s'enrichir du fait qu'ils n'ont pas payé d'impôts, notamment ceux qui ont gagné beaucoup avec les profits du capital, intérêts et dividendes ».

Ces tensions croissantes avaient jusque là été contenues au prix d'une véritable fuite en avant grâce au flux de ressources assuré par les privatisations. Mais tout est vendu et, face au retournement conjoncturel, il n'existe pas de réserves. Le ralentissement réduit plus que proportionnellement les ressources (c'est l'effet Tanzi) et le système de *currency board* interdit toute création monétaire. L'incertitude qui en résulte accélère les sorties de capitaux, ce qui aggrave les problèmes. L'ampleur de la crise ne peut donc, décidément, être comprise sans prendre en compte le comportement prédateur des classes dirigeantes qui refusent de payer des impôts, font sortir leurs avoirs, et réduisent brutalement leurs investissements.

La question monétaire

La question monétaire est évidemment un facteur explicatif important. L'enchaînement fréquemment avancé est le suivant : l'ancrage du peso sur le dollar a considérablement dégradé la compétitivité des produits argentins, le déficit extérieur se creuse, les réserves fondent, la crédibilité du modèle doit être soutenue par des taux d'intérêt très élevés, qui contribuent à leur tour à une crise fiscale qui remet en cause tout l'édifice.

Ce n'est pas exactement cette ligne de rupture qu'a suivie la crise argentine. En premier lieu, les comptes extérieurs de l'Argentine ne se sont pas spécialement dégradés au cours des années récentes. Certes, les exportations plafonnent à 26 milliards de dollars à partir de 1997, mais les importations reculent de 30 à 22 milliards de dollars. Le déficit commercial se transforme en un excédent de 7 milliards de dollars en 2001, et le déficit courant (charge de la dette en plus) se réduit : 7 milliards en 2001 (2,3 % du PIB). Les entrées de capitaux baissent, mais à peu près dans la même proportion. Si les réserves internationales baissent de 6 milliards de dollars en 2001, il ne peut donc s'agir que d'une fuite de capitaux.

La crise de confiance qui a frappé le peso et s'est manifesté par une baisse continue de l'évaluation du risque-pays de l'Argentine par les agences de notation, ne reposait donc pas sur une dégradation irréversible et structurelle de la balance extérieure. Les raisons du dérapage sont plutôt internes et obéissent aux enchaînements suivants.

Le système très strict de *currency board* fait que « la masse monétaire, au sens étroit, dépend directement de la variation des réserves de change, c'est-à-dire du solde de la balance des paiements. La liquidité du marché domestique dépend donc du solde commercial, des flux de capitaux et des conditions de prêts sur le marché international. Les taux d'intérêt nationaux sont étroitement dépendants de ceux du marché international »⁴. Ce phénomène se traduit par une faible progression de la masse monétaire, puis par sa chute (-23 % en 2001). Dans le même temps, les taux d'intérêt s'envolent et en viennent à dépasser les 20 %, afin de maintenir un peu de crédibilité. Bref, la crise argentine a été nourrie par un risque croissant d'insolvabilité plutôt que par un risque de change⁵.

On mesure ainsi l'étroitesse d'un débat limité à la seule technique monétaire, comme en témoigne le spectacle des économistes, et parmi les meilleurs⁶, dissertant sur la nécessité d'une dévaluation de fait du peso sans prendre en compte la dimension politique de cette décision. Paul Krugman⁷ compare plusieurs mesures d'accompagnement et hésite entre un décret dévaluant toutes les dettes privées et une prise en charge publique des pertes en patrimoine. Mais il en discute comme s'il s'agissait, encore une fois, de mesures purement techniques. C'est finalement Jeffrey Sachs qui a la position la plus lucide, même si elle est en pratique intenable. Il se prononce en effet pour la dollarisation intégrale, parce qu'il redoute « une violation flagrante des droits de propriété »⁸. Voilà au moins la claire compréhension des enjeux. Il ne s'agit plus de choisir la bonne politique de change mais de décider qui va en supporter les frais. Les manifestations actuelles expriment le refus massif d'une nouvelle spoliation, contre laquelle se retrouvent dorénavant côte à côte les chômeurs *piqueteros* et les petits épargnants en pesos. Les véritables propositions alternatives ont pour objectif la reprise de la richesse accumulée par une couche sociale étroite et combinent la hausse des revenus du travail, une véritable réforme fiscale et la réquisition directe de ces avoirs⁹.

L'exemplarité de l'Argentine

Tout va être fait pour présenter la crise argentine comme un phénomène *sui generis*. C'est oublier que les politiques menées ont reçu l'aval des compagnies qui venaient investir – comme France Télécom et EDF – mais aussi des institutions internationales. Encore en octobre 2000, une mission du FMI pouvait saluer « la forte maîtrise des autorités et leur engagement déclaré à l'égard de leur programme économique » et prédire que les réformes engagées, notamment celles concernant le marché du travail, « favoriseront les créations d'emplois et amélioreront la productivité et la compétitivité de l'économie »¹⁰.

Ce qui est particulier à l'Argentine, c'est le fait d'avoir appliqué les préceptes néo-libéraux d'une manière qui relève du fanatisme. Pour le reste, ce pays a gelé les salaires, défendu la monnaie, privatisé, serré les budgets et réduit les impôts ; il s'est ouvert au commerce mondial et aux capitaux, et aura tout fait pour rendre son territoire attractif. Si cette orientation débouche sur une crise, ce n'est pas parce qu'elle aurait été mal appliquée, c'est

⁴ Christine Riffart, « A l'impossible, l'Argentine ne peut être tenue », *Lettre de l'OFCE* n° 209, octobre 2001.

⁵ Patrick Artus, « Quelle issue à la crise en Argentine ? », *CDC-Flash*, 5 octobre 2001.

⁶ Nouriel Roubini, [Should Argentina Dollarize or Float?](#)

⁷ Paul Krugman, [Argentina's money monomania](#).

⁸ Jeffrey Sachs, « Duhalde's wrong turn », *Financial Times*, 10 janvier 2002.

⁹ voir Luis Becerra, Claudio Katz et alii, [Propuestas para el debate](#) ; en anglais [ici](#).

¹⁰ FMI, *Public Information Notice* n°00/84, octobre 2000.

au contraire parce qu'elle l'a été avec esprit de suite, sans rencontrer de résistances sociales suffisantes. Du coup, ce passage à la limite constitue une formidable leçon de choses qui montre que les modèles du capitalisme contemporain ne sont pas soutenables socialement, et sont pour cela économiquement instables. Les pressions exercées, transversalement par la mondialisation capitaliste, et, verticalement par les rapports de classe, se combinent pour déboucher sur une terrible déstructuration des sociétés qui ont eu le malheur de croire aux vertus du néolibéralisme.